

RÉSISTANCE ET LIBÉRATION A VICHY

Michel PROMÉRAT

Michel Promérat est agrégé d'histoire, a été professeur dans l'enseignement secondaire et en classes préparatoires, puis Inspecteur Pédagogique Régional. Il est actuellement président du CIERV. Il s'intéresse plus particulièrement à l'histoire politique et culturelle de la France des années 1850-1950.

Depuis 1944, la question de la Libération de Vichy, le 26 août 1944, est l'objet de polémiques et/ou d'incompréhensions. Nombreux sont ceux qui, dès cette date, ont dénoncé une « libération d'opérette », qui aurait été réalisée par des résistants de dernière minute, soupçonnés d'opportunisme. On retrouve cette critique notamment, mais pas seulement, dans les discours ou les écrits de résistants communistes, qui, dans le climat de guerre froide, ont considéré que la rupture de la libération n'avait pas été suffisamment nette, l'épuration pas assez marquée, permettant ainsi à des hommes et à des forces issus du régime pétainiste, de se maintenir ou de revenir, après un purgatoire de courte durée, alors que les « vrais résistants » auraient été marginalisés. C'est une vision des événements qui persiste encore aujourd'hui, à Vichy, mais également dans le département de l'Allier.

Cette question de la libération de la ville n'a, à ce jour, pas fait l'objet d'une étude détaillée, scientifique et approfondie, ce qui laisse évidemment la place libre pour tous les récits, plus ou moins romancés. Entre légendes, approximations, oublis plus ou moins volontaires, reconstructions mémorielles, il demeure difficile de discerner le vrai du faux. Si l'on ajoute que cet épisode occupe une assez faible place dans la mémoire locale, et que, s'il est célébré chaque année, il l'est de façon assez discrète ;l'on peut dire qu'il s'agit là d'un trou noir mémoriel.

Les lignes qui suivent se proposent, non d'en faire étude exhaustive, qui mériterait de bien plus amples développements, mais d'amorcer une réflexion qui sera peut-être poursuivie. Pour comprendre ce moment de l'histoire locale, il importe de dépasser le cadre chronologique étroit des quelques jours qui encadrent le 26 août, à la fois vers l'amont et vers l'aval. Il nous semble en effet, c'est l'hypothèse de départ, que les conditions dans lesquelles se déroule la libération de Vichy sont la conséquence de la situation particulière de la ville et de la nature même de la résistance qui s'y est développée. Par ailleurs, il nous apparaît que les conditions particulières de cette libération ne sont pas sans conséquence sur les difficultés mémorielles que connaît Vichy depuis 1944 et jusqu'à aujourd'hui même.

La question de la Résistance à Vichy et celle de la libération de la ville sont deux sujets liés, mais aussi deux sujets mal connus, presque quatre-vingt ans après les événements. Les propos qui suivent ne sont donc que la première ébauche d'une tentative pour apporter un peu de clarté dans un débat confus et parfois biaisé. Le lecteur pardonnera donc, nous l'espérons, son caractère incomplet, parfois rapide et peut-être imprécis.

VICHY : UNE RÉSISTANCE SPÉCIFIQUE :

L'objectif de cette communication n'est pas de faire une étude exhaustive de tous les faits de résistance qui se sont déroulés à Vichy ni de multiplier les anecdotes qui pimenteraient le récit, mais dont certaines sont invérifiables. Il est de proposer une analyse des caractéristiques de la résistance à Vichy et de la libération de la ville, d'en dégager les spécificités et de montrer que si la libération de celle-ci a pris la tournure que nous connaissons, c'est lié, pensons-nous, aux particularités de la résistance locale qui l'a mise en œuvre. Plus qu'un récit haut en couleurs marqué par l'emphase héroïsante ou par la dérision accusatrice et en espérant ne pas tomber dans les pièges d'une mémoire toujours prompte aux reconstructions, il s'agit ici de proposer une réflexion distanciée, dont le but n'est de glorifier ni de déconsidérer qui que ce soit, mais modestement, d'avancer dans la compréhension d'une période complexe.

La première difficulté concerne le vocabulaire. Parler de résistance à Vichy ou de résistance vichyssoise est source de confusion. La première formulation peut évoquer la résistance au régime en place à Vichy, mais ceci n'est pas propre à la ville de Vichy et concerne l'ensemble du territoire; ce n'est donc pas ici notre sujet. Il va de soi -mais il vaut mieux le rappeler-, que nous ne parlons ici que de la résistance qui se manifeste dans la ville et, éventuellement, dans son environnement immédiat. Cependant celle-ci n'est pas nécessairement une résistance des Vichyssois ; elle est le plus souvent et même très majoritairement le fait de non-vichyssois, de passage dans la ville, qu'il s'agisse de militaires ou de fonctionnaires en poste dans la capitale provisoire ou de personnes réfugiées ou repliées. Ajoutons que par ailleurs, si nombre de Vichyssois ont été résistants, ils l'ont été en dehors de Vichy ; que l'on songe à Fernand Lafaye (Mont Mouchet), à Jacques Laurent (Grenoble, Lyon) ou même à Roger Kespy (Montagne Bourbonnaise).

La deuxième difficulté concerne la définition du concept de résistance. Les historiens en débattent depuis 1945 de façon permanente et ne sont jamais parvenus à élaborer une définition consensuelle¹. Le concept est mouvant et il est donc impossible de proposer ne serait-ce qu'une estimation du nombre

¹ Voir à ce propos les analyses de Pierre Laborie, *La notion de Résistance à l'épreuve des faits : nécessité et limites d'une approche conceptuelle*, in *Résistances, insurrections, guérilla*, (dir. Corentin Sellin), Presses Universitaires de Rennes, 2010, pages 15-19 ; article repris dans Pierre Laborie, *Penser l'évènement*, Folio Histoire 2019.

de résistants, qui varie en fonction de l'extension que l'on donne à la notion de résistance². La mémoire collective et l'opinion publique ont souvent retenu du résistant des images convenues et réductrices : celles du combattant et du maquisard ; certains même pu parler d'une « maquisardisation » de la Résistance³. Or, cette résistance combattante ne vaut que pour les années 1943-1944 et ne s'applique pas aux années précédentes. Pendant des années, la Résistance fut une activité principalement fondée sur la quête et la diffusion de renseignements, sur la propagande par tracts et affiches et bien peu sur l'action armée. Par ailleurs, dans la mémoire collective, la résistance aurait été essentiellement le fait des gaullistes de la France libre et des communistes (« le parti des 75000 fusillés »). C'est oublier qu'une part notable des résistants, et notamment ceux de 1940-1941, ne fut ni gaulliste ni communiste, mais vint par exemple, et de façon indubitable, des rangs d'organisations patriotes et antiallemandes, voire nationalistes, c'est-à-dire d'une droite à la fois conservatrice politiquement et socialement, mais n'acceptant pas l'occupation. Enfin, résister, mais contre qui ? Contre l'Allemagne ? Assurément. Contre Vichy ? Ce n'est pas du tout certain. Une partie des premiers résistants furent à la fois favorables au Maréchal Pétain (le maréchalisme) et parfois à sa politique intérieure (le pétainisme ou vichysme), tout en tentant de préparer une action contre l'occupant. Ceux que l'on a appelés les vichysto-résistants sont bien une réalité et pas une création a posteriori de la part d'historiens en mal de notoriété. Selon que l'on inclut ou non ces différentes catégories, la résistance se réduit à une élite combattante ultra minoritaire ou peut concerner des groupes beaucoup plus larges, si l'on y inclut une résistance civile, une aide aux persécutés ou parfois simplement une complicité active ou passive avec ceux qui agissent⁴.

La question de la résistance n'est donc pas simple d'une façon générale ; elle l'est encore moins à Vichy. Nous pouvons d'emblée proposer quelques affirmations qu'il est impossible de détailler dans les limites de cette contribution, mais qui seront peut-être affinées dans des travaux ultérieurs.

² Nous ne disposons pas de la richesse du vocabulaire allemand qui distingue *Widerstand* (opposition organisée et active), *Resistenz* (la capacité à s'opposer comme lorsque l'on dit d'un métal qu'il résiste à une force), *Verweigerung* (le refus individuel).

³ Harry Roderick Kedward, *Naissance de la Résistance dans la France de Vichy, 1940-1942. Idées et motivations*, Paris, Champ Vallon, 1989, p. 253. Le même auteur a amplifié son analyse dans un ouvrage majeur, Harry Roderick KEDWARD, *À la recherche du Maquis. La Résistance dans la France du Sud, 1942-1944*, traduit de l'anglais par Muriel Zaghera, collection Passages, Paris, Les éditions du Cerf, 1999, 472 pages.

⁴ Le débat à ce sujet divise les historiens. A ceux (par exemple les auteurs du *Dictionnaire historique de la Résistance*, sous la direction de François Marcot, Bouquins, 2005) qui considèrent la Résistance comme un fait social large concernant, autour d'un noyau d'activistes, des Français en nombre grandissant, soutenant ceux-ci de diverses façons, s'opposent ceux qui comme Olivier Wieviorka limitent la Résistance à une organisation (*Histoire de La Résistance*, Perrin 2013).

La résistance d'inspiration gaulliste fut modeste à Vichy. Certes, dès 1940, des émissaires de la France Libre sont présents à Vichy. Le colonel Pierre Fourcaud vient y rencontrer d'autres militaires et proposer des contacts, sans grand succès. En 1941, Fred Scamaroni, parti à Londres dès juin 1940, est à Vichy, travaille au ministère de l'agriculture, prend des contacts⁵ avec des membres du groupe Liberté, notamment Alphonse Juge, secrétaire général avant-guerre du parti démocrate populaire, et avec des représentants de Combat et du réseau Copernic. Mais son rappel au bout de quelques semaines pour aller conduire l'action en Corse met un terme à ces tentatives.

A partir de 1942, le réseau Marco Polo, affilié à la France Libre, s'implante à Vichy autour de Marie Chabrol⁶ ; ses agents les plus connus sont René Chabrier, Henri Moreau, Yvette Poucy, Marc Juge ; les renseignements récoltés partent pour Lyon, base du réseau, avant d'être transmis à Londres au BCRA. Goélette était un important sous-réseau, dirigé principalement par Serge Morizot, alias Diane, alias Berthe, chargé par le BCRA de rechercher des renseignements sur les relations de l'État Français avec l'occupant, notamment à Vichy dans l'entourage du Maréchal Pétain, dans les ministères et les ambassades. A Vichy, une dentiste, Mme Guinard est la cheville ouvrière de Goélette. C'est à ce réseau qu'appartenait Frédéric Marcus, assassiné en forêt de Marcenat le 25 juillet 1944 aux côtés de Roger Kespy et de Claude Weinbach.

Il y aura bien par la suite des distributions de tracts gaullistes⁷ en ville, des interceptions de courriers faisant état de sympathies pour la France Libre ; mais l'on ne voit pas apparaître de vraie organisation gaulliste au plan local et le sous-préfet Marage le confirme par un courrier adressé au préfet de l'Allier le 28 août 1941 : « *J'ai l'honneur de vous faire connaître que les enquêtes prescrites au sujet des faits signalés par le document trouvé à Lyon, n'ont pas permis d'établir jusqu'à présent l'existence d'une association clandestine d'inspiration gaulliste dont les chefs résideraient à Vichy* ». ⁸

La résistance communiste y est également modeste. Nous ne savons que peu de choses à propos de l'attitude de la section communiste de Vichy en 1939-1941. Il est assez vraisemblable qu'elle suit celle du PCF dans son ensemble, condamnation de la « guerre impérialiste » et absence de stratégie antiallemande jusqu'en juin 1941. De plus, nous savons qu'en vertu des décrets consécutifs au pacte germano-soviétique, puis en raison de l'anticommunisme viscéral de Vichy, ils sont surveillés, pourchassés et parfois internés (Jacques Guillaumin, révoqué de son poste d'instituteur à l'école Paul Bert de Vichy en octobre 1940, puis arrêté et transféré dans les camps de Mons, de Nexon, de Djelfa et

⁵ Une plaque rappelle la présence de Scamaroni à Vichy. Elle est installée au 11 rue de Paris.

⁶ Née Salomon en 1898, elle possède un magasin de textiles rue Lyautey. Elle s'engage dans le réseau Marco Polo en 1942 et y est enregistrée comme agent P2. Elle est l'objet d'une surveillance policière et sans doute même d'une tentative pour la piéger. Un commissaire de police se faisant passer pour un client la fait accuser de vente illicite sans facture. Absente de son domicile pour un déplacement à Villeurbanne où elle possède un appartement, elle ne sera interrogée que plus tard et libérée. Il est vraisemblable que ce déplacement dans la région lyonnaise cache des activités de résistance, Villeurbanne étant en effet la ville où le réseau Marco Polo a été fondé et s'est organisé. AD Allier 996 W 157.

⁷ Le 14 janvier 1941 par exemple, au 122 boulevard des Etats-Unis. AD Allier 996 W148.

⁸ AD Allier 996 W148. La demande du préfet est du 10 juin. Le sous-préfet a donc eu deux mois pour enquêter, ce qui laisse penser que son information est recevable.

de Bossuet en Algérie). Ce n'est donc qu'à partir au mieux de juin 1941 et sans doute plus vraisemblablement de 1942, après une phase de reconstruction clandestine, que des communistes vichyssois s'engagent, d'ailleurs en liaison avec d'autres formations, dans une action de résistance. Antonin Besset, l'un des leaders du PCF local, le reconnaît dans un courrier de 1945⁹. Etienne Asso, Gaston Bordet, Tastemain, Perront¹⁰ sont alors, à ses côtés, les responsables du communisme vichyssois. Les actions semblent modestes, concernent probablement au départ le ravitaillement (manifestations de ménagères en novembre 1942, le 11 mai 1943 et le 10 juin 1943¹¹), et les distributions de tracts. Mais leur force est réduite (n'oublions pas qu'avant-guerre leur poids électoral ne dépasse guère 5% à Vichy). Rien de comparable avec les forces du communisme à Montluçon et sa région, ou même à Cusset où la section locale est active autour de Lefort, Braguier et d'Hélène Le Cadre¹². Aussi, lorsque la libération de Vichy survient en août 1944, les communistes ne sont pas en position de force à Vichy et ne peuvent peser sur le destin politique de la ville, alors même que de toute évidence, ils ont pour objectif la conquête ou au moins le contrôle du pouvoir municipal ; Antonin Besset le reconnaît sans ambages en avril 1945, évoquant « *notre état passager d'infériorité militaire le jour du départ des Allemands de Vichy* ¹³ ».

En revanche, ils pourront bénéficier de l'aura, voire de l'aide de communistes venus d'autres secteurs du département : maquis communistes de Meillard, de Saint-Pourçain, de Veauce (Camp Dionnet-Marceau auquel participent des Cussétois), organisations satellites du PCF ou compagnons de route : FTPF, Union des Femmes Françaises, URJF. Mais ceux-ci, occupés dans leurs secteurs respectifs ne pourront être présents à Vichy le 26 août 1944 et n'y viendront que deux jours après les moments décisifs.

La résistance dans Vichy est donc tout à fait spécifique, de par la nature même de la sociologie de la ville devenue capitale et accueillant des milliers de fonctionnaires et de militaires. Peu gaulliste, peu communiste, bien entendu pas maquisarde, elle est le fait le plus souvent d'éléments dont beaucoup sont insérés dans les cercles dirigeants de la capitale provisoire :

- Les services de l'armée d'armistice ; dès 1940, avec le soutien tacite ou explicite de certains officiers (Weygand), des caches d'armes et de matériel sont créées, sous l'apparence d'un « Service de conservation du Matériel ». Les services secrets œuvrent pour collecter du

⁹ Ce document figure dans une liasse de documents non classés aux fonds patrimoniaux de la médiathèque Valéry Larbaud de Vichy.

¹⁰ Ou Peron selon d'autres graphies. C'est le pseudonyme de Poncet à propos duquel nous ne sommes pas parvenus à trouver plus de renseignements.

¹¹ AD Allier 996 W 149.

¹² AD Allier 996 W 149; sont signalés des inscriptions et des tracts communistes à Cusset le 11 février 1941, le 4 juin 1941, le 11 décembre 1941 le 25 juillet 1941, le 7 mars 1942 le 30 septembre 1942. Des tracts communistes sont signalés à Vichy le 7 mars 1942. Comme à Cusset le même jour, ces tracts seraient venus de Montluçon et auraient transité par la gare routière de Vichy selon le rapport de police. Le 15 mars 1943, une perquisition a lieu au domicile d'Hélène Le Cadre à Cusset et conduit à son arrestation, ainsi qu'à celle de plusieurs autres militants communistes.

¹³ Document cité dans la note 9. Médiathèque de Vichy, Fonds patrimoniaux, Dossier non classé.

renseignement et le diffusent aux services britanniques (colonel Paillole, Colonel Rivet). Camouflés sous le signe des Travaux Ruraux, des SR Terre, Marine, Aviation œuvrent clandestinement. C'est dans le 2^e bureau du SR, installé à l'hôtel du Parc, que travaille Henri Frenay entre décembre 1940 et mars 1941 ; il commence à mettre en place le Mouvement de Libération Nationale qui deviendra Combat quelques mois plus tard, par l'association avec Liberté de François de Menthon. Il est accompagné dans cette entreprise par Berty Albrecht qui travaille au commissariat à la lutte contre le chômage au ministère du Travail. Ils bénéficient de soutiens dans la ville : « *nous avons du monde à Vichy* », affirme Frenay dans ses Mémoires¹⁴. Parmi ces personnes, il cite notamment Mr Paul Raisin, propriétaire de l'Hôtel de Nice à Vichy, le commissaire Robert Mouzillat et François Bourlier, employé aux écoutes téléphoniques¹⁵.

- Les services administratifs : à partir de 1941 et surtout de 1942, un service noyautage des administrations (NAP) est créé à l'initiative de Libération-Sud et de Claude Bourdet, de Combat. Il recueille des renseignements sur les déplacements des forces allemandes en Europe et les transmet à Londres. Un Super NAP est créé ensuite afin de préparer les cadres dirigeants de la Libération. Le NAP et le Super NAP sont dirigés par deux hauts fonctionnaires très implantés dans les allées du pouvoir à Vichy, Maurice Nègre et Bernard De Chalvron. Ils ont évidemment le soutien d'autres fonctionnaires dont l'un, Fleury, membre du mouvement Combat, travaille comme chef de bureau au ministère de l'Agriculture, avant d'entrer dans l'action clandestine sous le pseudonyme de Montigny puis de devenir le premier préfet de l'Allier de la Libération. Suzanne Borel, future Mme Georges Bidault, employée au ministère des Affaires étrangères, fait de même¹⁶.

- Les services de répression sont également concernés, surtout après 1942 et de plus en plus à partir de l'été 1943. Ainsi la garde du Maréchal ; certains de ses agents sont acquis à la Résistance ; parmi eux le garde Robert Frumin, arrêté le 30 septembre 1943, fusillé à Rastatt le 24 novembre 1944. D'autres participeront à des actions de résistance dans des villes voisines ; ainsi les gardes Georges Gambier et André Bard, à Thiers, où ils meurent lors des combats de la libération de la ville le 25 août 1944.

C'est également le cas de la Garde (ex garde républicaine mobile qui relève normalement de la Gendarmerie, mais qui depuis 1943 est placée sous autorité du secrétaire général à la Police). Son rôle, comme celui de la Garde du Maréchal est ambigu. Elle contribue à la surveillance du territoire, pourchasse des résistants et mène une action répressive, jusqu'en 1944. Toutefois, et sans doute dès 1942, certains de ses membres, jusque-là fidèles au gouvernement par loyalisme ou par conviction, s'en éloignent, lorsque la collaboration avec l'Allemagne s'accroît et que la zone

¹⁴ Henri Frenay, *La nuit finira*, Robert Laffont, 1973, page 68.

¹⁵ Henri Frenay, op.cit. Page 49.

¹⁶ Suzanne Bidault, *Souvenirs de guerre et d'occupation* ; La Table Ronde, 1973.

sud est envahie. Progressivement, pour certains, minoritaires, le patriotisme antiallemand prend le pas sur la fidélité aux autorités ; on peut y voir parfois de l'opportunisme. On ne peut s'empêcher de penser que la désobéissance à l'autorité hiérarchique de la part de militaires ne peut se faire que motivée par des convictions fortes.

- Les GMR : (Groupes Mobiles de Réserve), la seule vraie « police de Vichy », créée en mai 1941 : force civile, force de choc capable d'intervenir partout pour pallier l'affaiblissement de la Garde, réduite à 6000 hommes. Autonomes, les GMR auront à partir de 1943 leur propre direction nationale et comptent 52 groupements, dont 17 en zone Nord après juillet 1942, installés en ville ou à proximité de celles-ci de façon à pouvoir rapidement être opérationnels avec la présence d'une gare. En Auvergne, un GMR à pied à Montluçon (château des Ilets), un à Clermont-Ferrand (Château de l'Oradou), un à Riom (Limagne) trois à Vichy, un à pied (GMR Bourbonnais Hôpital de Vichy), un à cheval (GMR Bellerive Hippodrome), un groupe mixte ministériel moto-cheval, plus un groupe spécial de protection du chef de l'Etat (Chateldon, 250 hommes dont 100 motos¹⁷). Leur activité répressive est réelle : arrestation de Juifs à Périgueux le 26 août 1942, participation de trois GMR aux rafles du Vieux Port à Marseille en janvier 1943. En 1944, c'est un commandant des GMR qui tue Théodose Morel, dit Tom, aux Glières. Ils fourniront aussi les pelotons d'exécution de plusieurs cours martiales. On comprend mieux la détestation que suscitèrent alors les GMR dans la population qui les assimile aux miliciens. On comprend également pourquoi les résistants virent avec beaucoup de réserves l'arrivée de GMR déserteurs au cours de l'été 1944.
- La police : l'on pense évidemment au commissaire Marc Juge, arrêté le 18 janvier 1944 et fusillé à Clermont-Ferrand le 24 mars.; mais c'est aussi le cas du commissaire Chenevier, en lien avec les SR de Paillolle, arrêté le 11 novembre 1943, puis déporté l'année suivante en 1944.

Beaucoup de ces agents, dont la mission est la répression, ont évidemment un rôle ambigu. Tous ont participé à des manifestations officielles ou protocolaires, organisées par l'Etat Français, parfois à des actions de police et de maintien de l'ordre, ont parfois procédé à des arrestations et suscitent souvent la suspicion de la part d'autres résistants qui considéreront leur résistance comme tardive ou opportuniste. Ainsi le commissaire Chenevier sera-t-il poursuivi après-guerre pour collaboration, avant d'être disculpé et de reprendre une carrière dans la police qui le conduira à s'occuper de quelques affaires retentissantes (Le gang des tractions avant, l'affaire Dominici).

Des réseaux de renseignement se créent à Vichy dès la fin de 1940 dans des cercles dominés par des militaires, dont beaucoup se situent dans l'entourage du pouvoir. C'est le cas de Loustaunau-Lacau, du colonel Groussard¹⁸, mais également du général Cochet. Ils ont un point commun ; venus de la droite,

¹⁷ Auxquels il faut ajouter un établissement hippique de transition, installé à Bellerive.

¹⁸ En 1945, De Gaulle lui propose le grade de général, qu'il refuse...

voire de l'extrême-droite, dotés pour certains d'une longue expérience de la conspiration et des manœuvres clandestines, ils sont à la fois des fidèles de Pétain et de son gouvernement, partagent ses vues sur la politique intérieure, mais, germanophobes, voire nationalistes, ils espèrent que Pétain prépare en sous-main une revanche et mettent tout en œuvre pour que celle-ci puisse se faire lorsque l'occasion se présentera. Sur la base de propos sibyllins de Pétain, où ils ont voulu entendre ce qu'ils attendaient, ils entrent en action pour préparer les réseaux qui contribueront à la libération. C'est dans ce contexte que naît le réseau Navarre qui deviendra Alliance autour de Loustaunau-Lacau, Léon Faye, Marie-Madeleine Méric (bientôt Fourcade). Ce réseau, qui travaille avec les services britanniques (IS, SOE), peu en phase avec la France Libre, est sans aucun doute l'un des principaux réseaux de renseignement en France, et il est très présent à Vichy, surtout à partir de 1942 : le rejoignent alors Jean Bouteille, Abel Royal, Jean Sabatier, le général Raynal, Pierre Berthommier, Pierre Magnat, Eugène Mazillier, Maurice Dechy et bien d'autres ; 29 d'entre eux le paieront de leur vie. C'est également au réseau Alliance que se rattachent à partir de 1943 les transmetteurs radio, regroupés à Hauterive puis à la Rapine près de Saint-Jean d'Heurs, autour de Paul Labat (arrêté le 30 mars 1944, fusillé le 1^{er} septembre 1944), Marian Leschi et Gabriel Romon (arrêté le 12 décembre 1943, fusillé le 21 août 1944).

Toutes ces personnes, tous ces mouvements ne sont ni gaullistes, ni communistes. Beaucoup de leurs chefs, par loyalisme, obéissance professionnelle, et souvent par conviction, demeurent longtemps fidèles à Pétain¹⁹ et approuvent le plus souvent sa politique intérieure. Ils se séparent de lui sur la collaboration avec l'Allemagne. Il n'est donc pas étonnant qu'au fur et à mesure que cette collaboration s'accroît, voire devient une soumission après novembre 1942 et même un alignement en janvier 1944, l'anti germanisme de ces groupes prenne le pas sur leur fidélité à Pétain. Beaucoup d'entre eux entrent dans la clandestinité ; d'autres demeurent en fonction tout en soutenant une activité de résistance à l'occupant, non sous l'égide de la France Libre, mais sous celle de Giraud. C'est le moment où se constitue l'ORA (Organisation de Résistance de l'Armée), à partir d'éléments de l'ex-armée d'armistice, autour du général Verneau, du général Frère, puis du général Revers, avec une implantation forte à Vichy.

Ce sont ceux que l'historiographie des vingt dernières années a nommés les vichysto-résistants. Si le terme n'est sans doute pas le plus heureux qui soit, il décrit bien une réalité longtemps occultée : cette partie de la résistance, qui s'oppose à l'occupant plus qu'à l'Etat Français, a été une composante essentielle, parfois première, de la lutte pour la libération du pays, au prix de lourdes pertes. Ce fut le cas assurément à Vichy, pour des raisons évidentes liées au nouveau statut de la ville. Cette réalité est restée longtemps peu audible, la mémoire de la résistance après-guerre étant dominée par les gaullistes et les communistes. Pour eux, il était difficilement concevable que des individus ayant servi Vichy,

¹⁹ Sans doute ne faut-il pas confondre les opinions des chefs de ces organisations et celles de leurs agents. Pour beaucoup de ces derniers, la relation au maréchalisme et surtout au pétainisme est beaucoup plus distendue.

parfois participé à des activités de répression, aient pu aussi apporter leur contribution à la libération du pays. Nous retrouverons ces incompréhensions à l'œuvre en août et septembre 1944, au moment de la libération de Vichy. Ce n'est qu'avec l'effacement des mémoires gaullistes et communistes qu'a pu ré-émerger le souvenir de cette résistance qui n'entrait pas dans les schémas convenus.

C'est dans ce milieu qu'agissent quelques personnalités qui vont être au cœur de la libération de la ville. C'est le cas de Roger Dudenhoffer ; né le 23 juillet 1901 à Vesoul, il est le fils d'alsaciens expulsés en 1870 et hérite donc d'une tradition familiale qui ne favorise pas spontanément une sympathie pour l'Allemagne. Ingénieur civil des mines, il travaille d'abord dans le Pas de Calais puis dans divers pays (Turquie, Espagne, Laos, en Sarre), et devient professeur à l'Ecole des Mines de Saint Etienne. En septembre 1939, il est mobilisé comme lieutenant d'infanterie coloniale, devient instructeur à Orléans ; il combat à Pontarlier en 1940, puis après la défaite se replie à Toulouse, avant d'être affecté par l'armée d'armistice dans le Jura, à Champagnole et Poligny. Il affirme avoir alors favorisé des passages de frontière, avec l'aide de son épouse, alsacienne expulsée et qui, née Salomon, avait peut-être des motivations spécifiques pour ces actions. Au cours de l'année 1941, il est appelé à Vichy par la Direction des Mines. C'est alors, selon lui, qu'il entre en 1942 en contact avec des milieux de la résistance à Vichy, avec Fleury, déjà cité, le commandant Gouraud, le lieutenant de La Chaise, (de la Garde), le colonel Grange, mais aussi Robert Ettinghausen, membre du réseau Brutus. Leur activité consiste, selon lui, en dépôts d'armes, renseignements, fabrication de faux papiers. Celui qui deviendra en 1944 le chef des FFI de Vichy sous le pseudonyme de Pontcarral est patriote, antiallemand, engagé dans des activités clandestines depuis plusieurs mois et n'est pas, à l'inverse de la présentation qui en souvent faite, un ovni sorti de nulle part en 1944²⁰.

Un cas voisin est celui Louis Moinard²¹ : fils d'un maire de Randan, où il est né en 1895, il exerce la profession de marchand de charbon à Vichy ; ancien combattant de 1914 (il dirige l'association locale des médaillés militaires), il a été candidat aux municipales de 1935, sur la liste de droite dirigée par Cornil, contre le maire sortant Léger, radical. Il est nommé adjoint au maire par un décret de Darlan en date du 14 mai 1941. C'est dire qu'il n'apparaît pas alors comme un opposant au régime²². Pourtant, comme d'autres, mais tardivement (1943 au plus tôt), il s'éloigne du gouvernement, sans doute lui aussi par anti germanisme, et entre en contact avec des résistants locaux ; à la fin de 1943, il met à la

²⁰ Dudenhoffer cite également parmi ses contacts le Général Caldairou, le Général Beau, le Capitaine de vaisseau Amet, le capitaine de Frégate Blouet, le Lt-Colonel Barriot, le Lt-colonel de la Garde Daubigny, le Lt colonel d'aviation Vernoux, le Lt de GMR Valet, le chef d'escadron de gendarmerie André. Ces éléments biographiques sont extraits d'une note que Dudenhoffer a rédigée le 18 octobre 1944. On peut donc être prudent quant à ses affirmations, pourtant vraisemblables et pour l'essentiel corroborées (AD Allier 1289 W).

²¹ On le retrouve également mentionné avec son premier prénom, Eugène.

²² Il vient, en compagnie du maire et des autres adjoints, présenter ses vœux à Pétain en janvier 1942 (*Le Progrès de l'Allier*, 17 janvier 1942). On le retrouve encore en juillet 1944 au sein d'une délégation du conseil municipal conduite par Léger chez Laval, afin de protester contre l'attribution du nom d'Henriot à la rue Wilson.

disposition des résistants son entrepôt du 79 avenue de Grammont afin d'y rassembler matériels, armes et uniformes²³. Il devient en 1944 membre civil de l'Etat-Major des FFI locaux.

D'autres exemples peuvent être pris dans les forces militaires présentes à Vichy. Ainsi le colonel Robelin et le capitaine Bouchardon. Né le 4 octobre 1906 à Dijon, Rémi Robelin est officier de gendarmerie à Versailles depuis 1931 et choisit la Garde Républicaine. En juillet 1940, il est affecté dans l'armée d'armistice aux services spéciaux de renseignements pour la gendarmerie et la garde. Promu chef d'escadron en juin 1941, il est détaché en 1941 au secrétariat général de la police à Vichy, puis devient sous-directeur technique de la gendarmerie le 15 avril 1944, est promu colonel en 1944. André Bouchardon, né en 1904 à Paris, est capitaine de gendarmerie et est affecté à la Garde à Vichy en janvier 1941. Tous deux sont donc des militaires, habitués à l'obéissance et au maintien de l'ordre ; ils ont tous deux participé à la répression de la manifestation du 6 février 1934, où Robelin a été blessé. Ils ne sont donc pas des extrémistes de gauche ni de dangereux révolutionnaires. Pourtant, à des dates qui nous sont inconnues, ils entrent dans les réseaux de l'ORA.

Il apparaît qu'à partir de la fin de 1943 et du début de 1944, alors que la collaboration s'accroît et que leurs rapports avec la Milice se dégradent, ces groupes, principalement composés de militaires et de fonctionnaires, plus ou moins insérés dans des cercles proches du pouvoir, trouvent des recrues plus nombreuses et s'organisent de façon structurée. Des liens s'établissent avec des hommes de la marine, en particulier le lieutenant de vaisseau Storelli, (futur amiral), qui œuvre au service central de la Sécurité Navale depuis août 1943, proche de Bléhaut²⁴, secrétaire d'Etat à la Marine, lui-même en contact avec le général Revers, chef de l'ORA. Les rencontres entre Dudenhoffer, Storelli et d'autres se font au domicile du docteur Dany²⁵, d'où des liaisons radio sont établies avec Londres.

Des liens sont établis également avec d'autres réseaux de renseignement, notamment le réseau Yatagan, lié au réseau Goélette, dont la responsable à Vichy est Mme Guinard (Bavière), dentiste rue

²³ Son dossier de réception de la Légion d'Honneur en 1953 fait état de son appartenance à l'ORA, branche Nord-Africaine ; si son appartenance à cette résistance dominée par des militaires, d'inspiration plutôt giraudiste que gaulliste, est plausible, la référence à l'Afrique du Nord est plus étonnante, car jamais mentionnée ailleurs. S'agit-il d'une référence à Giraud ?

²⁴ En 1946, le capitaine de corvette André Storelli, décoré de la médaille de la Résistance et qui sera plus tard amiral et chef d'état-major de la Marine (1970 - 1972), donne un témoignage sur les actions de l'amiral Bléhaut : « *J'affirme tout d'abord, amiral, que vous avez droit à la gratitude de la Résistance, au même titre que nous qui, pour avoir exécuté vos ordres, avons vu nos efforts officiellement récompensés. [...] Tous ceux qui vous ont connu et ont eu l'honneur de servir sous vos ordres, dans les circonstances difficiles où vous avez été leur chef, savent que votre action fut uniquement inspirée par le souci de défendre, dans votre sphère de commandement, ce qui restait de notre patrimoine maritime. Nul parmi eux n'a eu à rougir de ses actes en se conformant à vos ordres. [...] Vous leur donniez [à ces officiers] des directives et des conseils, soit de vive voix, soit par l'intermédiaire de votre état-major, en vue de lutter dans tous les domaines contre l'occupant. C'est avec votre accord entier que la Marine a spontanément et très largement mis à la disposition de la résistance les moyens dont elle disposait. [...] Je puis vous assurer que vous avez fait le maximum. [...] Au surplus, de nombreux adversaires, particulièrement soupçonneux à l'égard des marins, nous entouraient, et il était évident qu'une action plus directe vous eût aussitôt démasqué, entraînant la mainmise immédiate de l'ennemi sur les moyens précieux et efficaces dont vous disposiez encore.*

²⁵ Le Docteur Henry Dany était le médecin suppléant de Ménétrel auprès de Pétain. Il n'était donc pas un adversaire du chef de l'Etat, dont il a conservé après-guerre quelques objets (portrait, sceau), vendus à Drouot à une date inconnue (La Gazette de Drouot, <https://www.gazette-drouot.com/lots/8326008#>). Son domicile se situait au 5, place Albert 1^{er}.

de Paris. Mais également avec d'autres formes de résistance et notamment avec le lieutenant-colonel Marcel Colliou (pseudonyme Roussel), chef des maquis de la région de Lapalisse, lui aussi membre de l'ORA. L'épouse de Dudenhoffer est également intégrée au bataillon Didier.

Mais les contacts vont au-delà même de ces cercles militaires ; des liens sont établis avec la résistance communiste. Celle-ci s'est officiellement intégrée dans une organisation commune, celle de l'Armée Secrète, puis les FFI, mais continue à maintenir une autonomie, source de craintes de la part de ses partenaires. Pour autant, des liens existent ; le capitaine Bouchardon est le contact d'Etienne Asso, l'un des chefs du PC vichyssois, qui travaille comme cuisinier à l'hôtel Albert 1^{er}. Des projets d'actions communes sont même envisagés : une attaque contre le siège de la « Gestapo » à Vichy, une action contre la Milice, et sans doute également une tentative d'enlèvement de Darnand mais aussi de Pierre Laval sur la route entre Vichy et Chateldon²⁶.

Toutes ces actions et ses projets sont mis à mal par la multiplication des arrestations dont sont victimes ces résistants de février à juillet 1944 : Fleury est arrêté en février, De la Chaise l'est en avril ; le 29 mars, cinq membres de l'ORA sont arrêtés sur le parc en face du Pavillon Sévigné, le sous-lieutenant Jacques Fayard (déporté, il meurt le 20 avril 1945 à Sandbostel en Basse-Saxe), le lieutenant-colonel Georges Pfister et son épouse Marie²⁷, ainsi que Marcel Peltier et un certain Giron²⁸ ; le 7 juillet 1944, sur ordre de Darnand, relayé par Clemoz son directeur de cabinet, Robelin et Bouchardon sont arrêtés à l'hôtel Thermal, lors d'un rendez-vous qui leur a été donné afin de les piéger²⁹. 17 officiers, membres de l'ORA, sont arrêtés par la Milice : le commandant Tharaux, les chefs d'escadron Comemale, Delmas, les capitaines Garraud, Puthoste, Grange, Lacroix, des officiers de la Garde du Maréchal, Bouchardon, Hurtrel, Bertrand, Dupont, deux civils, Mr Dautun et Mr Lévy. Le colonel

²⁶ Ces projets doivent être considérés avec prudence. Ils sont évoqués après-guerre, dans un contexte où chacun a intérêt à se faire valoir. Ainsi, le Docteur Colomb qui évoque le projet d'enlèvement de Darnand, s'attribue un rôle prééminent dans la Libération de Vichy et le récit qu'il donne en 1950, pour le Comité d'Histoire de l'Occupation et de la Libération de la France (CHOLF) ne manque pas d'interpeller par ses imprécisions et ses erreurs factuelles. AD Allier.

²⁷ Le Lt-colonel Pfister est le responsable de l'ORA pour la région Sud-Est. Il réside à Bellerive sur Allier.

²⁸ Récit de Marcel Peltier, lui aussi arrêté ce jour-là : « *Ce jour-là nous avons rendez-vous à 18 H 45 sur le Parc longeant l'Allier près de l'étang aux Cygnes. J'aperçois Faurie (FAYARD) à une vingtaine de mètres qui vient vers moi, mais au lieu de me regarder avec sympathie comme il convient entre camarades, il me fait de grands yeux, je réalise immédiatement que ça sent le « roussi » dans le secteur. Je prends l'allure d'un promeneur et je fais demi-tour, mais au moment où Faurie arrive à ma hauteur un individu surgit devant nous revolver au poing et nous crie « Police allemande, haut les mains ! ». Il nous tâte les poches pour s'assurer que nous n'avons pas d'armes. Je m'apprête à lui bondir dessus lorsque j'aperçois 4 autres individus habillés de grands imperméables gris clair et le chapeau sur les yeux (bien repérables) qui nous cernent, rendant toute résistance impossible. Encadrés de nos nouveaux gardiens, nous sommes dirigés sur une traction-avant qui stationne 50 mètres plus loin. Nous allons rejoindre au fond de la voiture Fanny (Madame PFISTER) qui vient d'être arrêtée quelques minutes plus tôt. Inutile de préciser que nous avons affirmé ne pas connaître cette personne. Nous sommes placés sous la garde du chauffeur et d'un autre agent de la Gestapo qui braquent constamment leur revolver sur nous. Le groupe repart près du lac et revient ¼ d'heure plus tard avec GIRON et un individu de forte taille que nous ne connaissons pas ; la Gestapo vient de l'arrêter au moment où il passait près de GIRON, le prenant pour un membre de notre équipe. »(AFMD Allier : <http://www.afmd-allier.com/PBCPPlayer.asp?ID=1284314>*

²⁹ Un lien avec l'arrestation du DMR Alexandre de Courson de la Villeneuve est possible. Cette arrestation est survenue le 2 juillet. Le DMR était également issu des rangs de l'ORA.

Robelin, torturé, meurt le 10 août à Vichy ; d'autres sont déportés et plusieurs ne reviendront pas³⁰. Autrement dit, l'Etat-Major de ce groupe de résistants est mis hors d'état de fonctionner selon le plan prévu. Dudenhoffer se trouve alors être le 9 août à Vichy l'un des rares officiers disponibles ; il prend le commandement de l'AS (Armée secrète) à Vichy. D'autant que l'ORA, dont il est proche, et dont sont membres la plupart de ses contacts, vient de signer le 29 décembre 1943 un accord avec les autres forces de la résistance au plan national et va, non sans difficultés, s'intégrer dans les diverses instances de celle-ci (FFI et COMAC). En R6, il semble même que des accords ORA-AS aient été signés avant même les accords nationaux. Dans son rapport mensuel à Londres du 11 septembre 1943, Jacques Bingen (Necker), délégué zone sud du Général de Gaulle, écrit : « *Localement en R6, un accord est intervenu dans des conditions tellement favorables que j'ose à peine y croire. Les maquis et les forces paramilitaires de nos associés (ORA) se sont placés après une courte négociation sous les ordres de nos responsables maquis de l'armée secrète et des livraisons d'armes ont déjà été faites par l'ORA* ».

Dudenhoffer prend alors des contacts avec les responsables régionaux de la Résistance, c'est-à-dire Ingrand, chef de R6³¹. Celui-ci, qui représente le GPRF et le général de Gaulle, a son PC dans une zone comprise entre Mauriac et le Mont-Dore. C'est là que Dudenhoffer le rencontre le 18 août 1944 : il est reçu par Ingrand, mais également par Fayard (Mortier), chef d'Etat-Major des Maquis d'Auvergne, Coulaudon (Gaspard), responsable FFI en R6, Huguet (Prince), chef d'Etat-Major des FFI. En effet, à cette date, la libération du territoire se profile à la suite des deux débarquements du 6 juin et du 15 août. La perspective d'une libération de Vichy devient vraisemblable. Deux questions se posent : celles de l'éventualité des combats dans la ville et celle du pouvoir à Vichy après la libération. Pour la première, les choses sont claires : le rapport de force n'est pas favorable à la résistance locale. Certes les ralliements se multiplient : la garde du maréchal d'abord, la garde mobile, certains GMR. Dudenhoffer-Pontcarral dans un rapport ultérieur³² fait état de 4500 hommes disponibles ; mais ces chiffres sont manifestement exagérés ; il compte en effet la totalité des effectifs de tous les groupes nouvellement ralliés ; or, il est manifeste que si les ralliements sont nombreux, beaucoup de ces soldats ou policiers hésitent ; en conséquence, pour l'Etat-Major régional de R6, il ne peut être question de s'engager dans des combats incertains face à des troupes allemandes qui sont certes en repli, mais qui, pour certaines, font halte à Vichy (le 18^e régiment de police SS par exemple avec 2000 hommes ; il a participé en juillet 1944 à la répression des maquis de la Montagne Bourbonnaise). Pour ce qui est de la question du pouvoir, il est vraisemblable qu'Ingrand et son Etat-Major ne sont pas particulièrement favorables à une présence communiste forte et préfèrent, outre une libération calme et sans violences, l'installation d'un ordre politique stable. Pour toutes ces raisons, Pontcarral est institué chef des FFI de Vichy par Ingrand le 18 août ; il a donc la légitimité des autorités de la résistance.

³⁰ Le garde Jean Delmas meurt à Melk le 9 décembre 1944 ; le garde Jean Lacroix meurt à Mauthausen le 30 mai 1945.

³¹ Dans l'organigramme de la France Libre, R6 correspond à la région Auvergne. Ingrand deviendra Commissaire de la République en Auvergne en 1944.

³² AD Allier 1289 W.

Aussi, et contrairement à ce qui a été souvent avancé, il ne s'autoproclame pas libérateur de Vichy le 26 août. Il affirme dans la ville le pouvoir que les nouvelles autorités lui ont délégué. En l'absence d'une résistance communiste locale forte, d'une implantation gaulliste ancienne, ce sont donc les résistants qui sont présents à Vichy à cette date qui s'assurent le pouvoir ; des militaires, pour beaucoup membres de l'ORA, dont beaucoup ont fait un bout de chemin avec les autorités de l'Etat Français qu'ils ont servis avant de s'en détacher. Résistants peut-être tardifs (mais qui peut se prévaloir d'une résistance précoce, mise à part une infime minorité ?), ils n'en sont pas moins des résistants authentiques qui ont pris des risques importants pour eux et leurs proches, et qui méritent sans doute mieux que le mépris dont ils ont été l'objet de la part de ceux qui n'ont pas fait mieux qu'eux et les ont traités de résistants de la dernière heure.

VICHY LIBÉRÉE NON PAR ELLE-MÊME MAIS PAR LE DÉPART DES ALLEMANDS :

Le terme libération ne doit pas tromper. Habituellement, le mot connote une action volontaire et organisée afin de faire place nette en chassant un occupant indument installé. Il sous-entend donc un volontarisme agissant et suggère des combats, comme ce fut le cas à Paris, et dans quelques rares autres villes, notamment à Thiers. Dans le cas de Vichy, rien de tout cela, non pas que ce n'ait pas été envisagé, bien que redouté, mais tout simplement parce que ce fut inutile. La ville fut libérée parce que ceux qui l'occupaient et ceux qui y exerçaient le pouvoir la quittèrent entre le 17 et le 26 août. Vichy vidée de ses occupants était à prendre ; nul besoin de combats et d'héroïsme. Il ne pourra donc y avoir de récit patriotique de la libération de Vichy, qui aurait pu contrebalancer l'association négative entre la ville et le pétainisme. C'est sans doute ce qui explique en partie les difficultés mémorielles que connaîtra la ville après 1944. Les Vichysois, massivement spectateurs de l'occupation, le furent aussi de la libération.

Trois acteurs sont à l'œuvre à Vichy dans ces journées d'août 1944 : l'Etat Français qui vit ses dernières heures et se désintègre, les forces militaires et policières allemandes qui sentent le souffle de la défaite et hésitent entre repli organisé et lutte pied à pied, les forces de la Résistance, regroupées au sein des FFI aux environs de Vichy, mais hésitantes devant le risque d'un affrontement meurtrier pour s'emparer de la ville.

Reprenons la chronologie des événements :

La désintégration de l'Etat Français : dès la mi-juillet, les rumeurs d'un départ du gouvernement bruissent à Vichy. Pétain serait emmené vers l'Est par les Allemands. Il a fait part de son refus dès le 15 juillet devant le corps diplomatique. Ces rumeurs s'accroissent en août. Elles sont accompagnées d'une menace sur le corps diplomatique qui serait contraint de quitter Vichy dans les fourgons de l'Allemagne, ce qui ne manque pas d'inquiéter certains ambassadeurs qui demandent protection, parmi

lesquels Stucki qui s'entremet pour éviter une telle issue. Le 11 août, Pétain reçoit Stucki au Château du Lonzat, lui demande de rester en liaison avec lui, puis lui montre un texte où il se présente comme un bouclier et fait de de Gaulle l'épée³³. Dans les mêmes jours, les témoignages font état d'une grande nervosité. Pierre Nicolle écrit le 11 août que « *Vichy est de plus en plus nerveux* », parle d'« *affolement à Vichy* » et « *d'un asile de fous* »³⁴. La crainte des maquisards regroupés aux environs ne fait que croître. Le 13 août, les Allemands ont exigé le désarmement, en zone Sud, sauf à Vichy, de forces qu'ils jugent peu sûres : la garde et les GMR. Seule la Milice resterait armée ; elle fait preuve elle aussi d'une grande nervosité et l'on craint des affrontements entre les hommes de Darnand et des forces de police et de gendarmerie, pour une part gagnées à la dissidence et qui veulent pas se laisser désarmer. La mesure est rapportée mais témoigne de l'état de nervosité qui gagne les forces répressives de l'Etat Français. Selon Stucki, il y aurait le 15 août 1000 miliciens à Vichy. Selon Pontcarral, il y aurait eu 2000 miliciens, 3000 SS et 600 gestapistes³⁵. Mais ces chiffres, donnés a posteriori, semblent très exagérés.

Le débarquement du 15 août en Provence ne fait qu'accroître la tension. Dans les mêmes jours, Laval qui est à Paris depuis le 12 août tente d'organiser une transition du pouvoir. Il a pris contact avec Edouard Herriot, sorti de sa résidence surveillée à Nancy, afin de lui demander de réunir la Chambre des députés, de rétablir des institutions républicaines. Le 17 août, ces négociations cessent d'elles-mêmes : Laval est contraint à se replier vers l'Est par les Allemands ; il transmet la charge du pouvoir à des hauts fonctionnaires. Lorsque le conseil des ministres se réunit à Vichy le 16 août, c'est sans plusieurs ministres de poids, Déat, Darnand, Brinon qui ont pris la poudre d'escampette. Du côté de l'Hôtel du Parc, diverses hypothèses sont envisagées successivement ou concomitamment, ce qui traduit un état de désarroi avancé. Stucki fait état d'un projet de départ pour la région parisienne, qui paraît déraisonnable. C'est également au cours de ces journées que des émissaires de Pétain prennent contact avec les forces de la résistance et notamment avec Ingrand. Le 14 août, le capitaine Ollion, du cabinet militaire de Pétain, accompagné d'un adjoint de Colliou, est au PC d'Ingrand, dans le nord du Cantal. Une deuxième délégation vient le 18, conduite par Jacques Laurent-Cély³⁶, afin d'organiser un transfert de Pétain sous la protection des maquis en échange d'une passation du pouvoir à de Gaulle³⁷. Une troisième, conduite par Octave Grasset, la suit le 19. Ingrand en réfère évidemment à ses supérieurs, à Alger. La réponse sera cinglante : pour De Gaulle, il n'est pas question d'accepter une

³³ Est-ce le texte qui sera diffusé le 20 août et largement distribué dans les ambassades ? Ce texte, bien connu, a sans doute été rédigé par Henri Massis (1886-1970).

³⁴ Pierre Nicolle ; *Cinquante mois d'armistice*, Ed. André Bonne, 1947. Rappelons que Pierre Nicolle était à Vichy le délégué de la Fédération des associations régionales (une branche de la Confédération générale du patronat français) en qualité de conseiller économique et social, en charge des petites et moyennes entreprises. Il est installé à l'hôtel des Ambassadeurs ; ses contacts avec Laval furent nombreux et l'on peut même parler d'une certaine proximité.

³⁵ Marcel Guillaumin, dans son roman *RL contre Gessler* (1946) parle quant à lui de « 10000 hommes armés jusqu'aux dents pour défendre Vichy (page 225)... »

³⁶ Le futur romancier Jacques Laurent. A ne pas confondre avec Jacques Laurent, jeune résistant communiste, originaire de Vichy, qui a participé à la résistance à Grenoble et est mort en déportation à Buchenwald en 1944.

³⁷ C'est également le 18 août que Pontcarral est reçu par Ingrand. Son PC est alors le carrefour de tous les possibles.

pseudo-transition du pouvoir qui serait une forme de reconnaissance de la légitimité de Vichy et qui serait la négation de l'œuvre entreprise depuis le 18 juin 1940. Quoi qu'il en soit, la réponse arrivera trop tard. Le 20 août, Pétain est arrêté au petit matin par les Allemands et transféré à Belfort, puis à Sigmaringen³⁸.

Autrement dit, le 20 août à 7 heures du matin, il n'y a plus de pouvoir à Vichy ; chef de l'Etat et gouvernement sont partis; trois hommes sont chargés des affaires courantes : Parmentier, secrétaire général au ministère de l'Intérieur, Blasselle, chef du cabinet militaire de Pétain et Lagarde, ambassadeur et directeur des affaires politiques au cabinet de Laval.

Devant ce vide politique, annonceur d'une prochaine libération de la ville, se produisent des reclassements : des soutiens de Vichy basculent vers la Résistance ; les GMR et la Garde, mais aussi la Légion. Le chef départemental de la Légion, Dillenseger (1890-1977), médecin radiologue à Vichy, fait diffuser, sans doute le 20 ou le 21, une affiche qui demande implicitement de se rallier :

« Le Maréchal est prisonnier des Allemands. De ce fait l'armistice est rompu. Nous sommes en guerre avec l'Allemagne.

Quel est notre devoir ? Il est impératif. Le Maréchal nous le dicte dans son message.

Groupez-vous autour de ceux qui vous donneront la garantie de vous conduire dans le chemin de l'honneur et la voie de l'ordre ».

C'est la mobilisation générale de toutes les volontés que le Maréchal a décrétée par ses paroles.

*Ralliez donc sans arrière-pensée ceux qui, dans le mouvement de résistance, n'ont qu'un seul amour, la France »*³⁹.

Le 22 août, un groupe de sous-officiers en fonction à Vichy, publie un texte intitulé « *Que faire ?* »⁴⁰, dans lequel, tout en clamant leur attachement à la personne du Maréchal, ils expriment leur regret qu'il n'ait pas résisté lors de son arrestation, affichent leur hostilité à l'Allemagne et affirment « *Nous devons passer à la résistance* ». Néanmoins, les deux tiers de leur texte sont consacrés à la dénonciation du communisme, des FFI jugés infiltrés par des révolutionnaires, voire des « *anarchistes espagnols* ». La seule résistance qu'ils reconnaissent est celle conduite par des militaires « *dans lesquels nous pourrions avoir une entière confiance* ».

La question essentielle n'est donc plus, à partir des premiers jours d'août, celle de la libération de la ville, désormais à peu près certaine à bref délai, mais celle des conditions dans lesquelles elle sera obtenue et par quelles forces politiques, dans la perspective du contrôle du pouvoir. Deux aspects qui préoccupent autant ce qui reste de l'Etat Français que la municipalité de Vichy et les groupes de résistants présents dans la ville.

³⁸ L'on ne reprendra pas ici le récit de cette arrestation, cent fois répété et bien connu, notamment par le récit détaillé qu'en a fait Walter Stucki. *La fin du régime de Vichy*, Editions de la presse française et étrangère, Paris 1947, réédition 2020 aux éditions La Baconnière.

³⁹ Document cité par Georges Rougeron : *Quand Vichy était capitale, 1940-1944*, Editions Horvath/Librairie Foucher, 1983, page 471. La source de ce document n'est pas mentionnée dans cet ouvrage.

⁴⁰ Texte aimablement communiqué par Mr Philippe Bécaud, auquel vont nos remerciements.

Quelle sera l'attitude des forces allemandes présentes à Vichy ? On y trouve le Sipo-SD, ainsi que le 18^e bataillon de police SS arrivé le 25 août ; d'autres s'en approchent lors de leur repli vers le Nord-Est depuis Clermont jusqu'à Dijon⁴¹. Eux et leurs soutiens locaux (Milice et collaborateurs divers) sont-ils prêts à des combats ? Il semble que personne ne le souhaite. Du côté allemand, des combats dans Vichy ne feraient que retarder le repli vers le Nord-Est où l'on espère pouvoir organiser un regroupement des forces afin de constituer un barrage contre l'offensive alliée venue de l'Ouest et du Sud. Par ailleurs, Vichy n'a pas de valeur stratégique ; seul l'aérodrome de Vichy-Rhue présente un intérêt du point de vue militaire ; c'est bien pour cette raison qu'il a été en partie détruit le 20 août. Du côté des FFI et de leur Etat-Major régional, on ne veut pas davantage d'un affrontement, estimant le rapport de force défavorable.

Quels résistants entreront les premiers dans Vichy ? La ville sera-t-elle occupée après sa libération par des maquisards communistes, FTPF ? Les craintes sont évidentes dans une partie de la population qui redoute des règlements de compte violents. Des notabilités de Vichy se réfugient aux Ambassadeurs pour bénéficier de l'immunité diplomatique ; Stucki cite le cas de Xavier Vallat, de l'ambassadeur Louis de Robien. Il évoque dans son livre « *La fin du régime de Vichy* » paru en 1947, les craintes exprimées à ce sujet par Blasselle, chef du cabinet militaire de Pétain, et qu'il semble lui-même partager. Il est sans doute à cette date, dans un contexte de guerre froide, enclin à accentuer l'importance de la menace ; mais son inquiétude est partagée par d'autres. Il décrit, le 25 août « *une menace communiste qui veut s'emparer du pouvoir par la force, occuper les bâtiments publics et placer l'un des leurs à la tête de l'administration municipale* ». Il parle également de « *mille cinq cents hommes qui seraient bien armés et bien organisés par quartiers* »⁴².

Il s'agit donc à la fois d'éviter les affrontements et de permettre une prise de contrôle de la ville par des résistants attachés à l'ordre. Pour atteindre le premier objectif, l'on sait que Walter Stucki s'y emploie le 22 août, part rencontrer Ingrand⁴³ dans son PC du Mont-Dore, tout en passant par Clermont où il est reçu par Bodrowski⁴⁴ qui commande les troupes allemandes dans la région. Mortier (Fayard), chef de l'Etat-Major des FFI d'Auvergne, l'a dit sans ambages au capitaine Ollion le 14 août : « *aucune action militaire ne saurait être entreprise à Vichy, le rapport des forces ne le*

⁴¹ Pierre Nicolle évoque la présence de 2000 allemands à Vichy le 22 août. Ce chiffre est invérifiable. *Cinquante mois d'armistice*, 1947.

⁴² Walter Stucki, *La fin du régime de Vichy*, 1947, page 178. Ce chiffre de 1500 hommes en armes est invérifiable, mais paraît bien élevé.

⁴³ Il y a débat pour savoir qui a pris l'initiative de la rencontre. Stucki affirme qu'il a été sollicité par Ingrand. Celui-ci dit l'inverse.

⁴⁴ Oberfeldkommandant du HVS 588 (Hauptverbindungsstäbe : états-majors principaux de liaison placés auprès des préfets de région) qui contrôle 9 départements du Centre.

permettant pas⁴⁵». Des deux, Stucki obtient des laissez-passer pour les diplomates, qui ne seront donc pas pris en otages dans d'éventuels combats, et la renonciation des deux camps à une bataille pour Vichy, dont le prix serait trop élevé, si on le met en relation avec la faible valeur stratégique de la ville⁴⁶. Les troupes allemandes venant du Sud ne s'installeront donc pas à Vichy ; repliée le 25 août, par Montferrand, Riom, Aigueperse, une colonne de 62 véhicules et 7 motos, comprenant l'Etat-Major principal, la censure, la poste aux armées, les services administratifs, s'approche de Vichy vers 14 heures 45, contourne la ville⁴⁷ par le Nord-ouest puis gagne Lapalisse, Digoin et rejoint Dijon le 27. N'entreront dans la ville que des troupes venues de Thiers le 25 août, avec des blessés qui seront hébergés à l'Hôtel Radio et placés sous la protection suisse. Mais, si l'on suit Stucki, celles-ci, commandées par le Colonel Krämer, qui ont subi des pertes sévères dans les combats de Thiers, ne sont guère en situation de combattre; l'ambassadeur de Suisse affirme avoir obtenu la garantie que ce ne sera pas le cas.

Dans les jours précédents, les membres des services de répression ont pris la fuite : les RG de Poinot étaient partis dès le 21 ; le 23, les miliciens abandonnent les bâtiments qu'ils occupaient : château des Brosses⁴⁸, Petit Casino, ... Le 25 août au soir, les troupes allemandes commencent à quitter Vichy, et continuent le lendemain à partir de 4 heures du matin, laissant derrière eux des morts (des Roumains selon Stucki). Marc-André Fabre fait également état de quatre SS tués à l'hôtel Magenta⁴⁹ le 22 août⁵⁰.

⁴⁵ Selon Gilles Lévy, cette opinion aurait été donnée par Mortier au capitaine Ollion, venu lui rendre visite au PC de R6 le 14 août 1944.

⁴⁶ Le rôle de Stucki, très apprécié à Vichy, où il sera honoré en août et septembre 1944, pour avoir évité des combats dans la ville, doit, à notre sens, être réexaminé, ce qui ne signifie pas dévalorisé. Si son souci de travailler à une issue pacifique dans la ville où il a vécu pendant quatre ans est indéniable, l'on ne peut négliger le fait qu'il se donne pour mission, légitimement, d'assurer d'abord la protection des diplomates dont il est le représentant. Par ailleurs, il ne fait pas mystère de sa sympathie à l'égard de la personne de Pétain, des amitiés qu'il a pu nouer auprès de certains responsables de l'Etat Français, ni de ses préventions vis à vis des communistes, dont il affirme à plusieurs reprises redouter la prise de pouvoir et les exactions qui, selon lui, s'en suivraient. (*La fin du régime de Vichy*, Editions de la presse française et étrangère, Paris 1947 ; réédition La Baconnière, 2020). Sa proximité avec certaines autorités de Vichy, conduiront le gouvernement français à ne pas souhaiter après la Libération son maintien comme ambassadeur de Suisse, et ce d'autant que la Confédération Helvétique a beaucoup fait tarder (fin septembre 1944) sa reconnaissance du GPRF. (Voir Documents Diplomatiques Suisses, note du 8 novembre 1944, <https://dodis.ch/47890> .

⁴⁷ Selon le colonel De Blonay, attaché militaire suisse, ce serait à la demande de Stucki que cette colonne aurait évité Vichy. Documents Diplomatiques Suisses ; <https://dodis.ch/47818> .

⁴⁸ Selon le témoignage de Marc-Henri Fabre, qui y fut prisonnier. *Dans les prisons de Vichy*, Albin Michel 1995 ; réédition d'un ouvrage paru en 1944.

⁴⁹ Allée des Cygnes, aujourd'hui rue Walter Stucki.

⁵⁰ Angelo Tasca fait également état d'affrontements au sein même des forces allemandes. Il parle lui aussi de quatre morts et d'une dizaine de blessés. Mais il situe ces affrontements dans la nuit du 25 au 26. S'agit-il d'autres événements que ceux rapportés par Marc-André Fabre ou des mêmes ? Angelo Tasca, *Vichy 1940-1944. Quaderni e documenti inediti di Angelo Tasca*. *Archives de guerre d'Angelo Tasca*, sous la direction de Denis Peschanski, Paris-Milan Fondation Giangiacomo Feltrinelli, Editions du CNRS, 1986, page 630.



La foule en liesse défile dans les rues de Vichy 26 août 1944. Photo Pierre Compiègne Médiathèque .de Vichy. Fonds 1940-1945. Cliché 837490

La ville est donc vidée des occupants et de leurs complices au matin du 26 août 1944. Le seul pouvoir qui demeure est le pouvoir municipal, fragilisé par quatre années de cohabitation avec le gouvernement de l'Etat Français. Ce vide politique ne peut évidemment durer ; il faut instaurer dans la ville un pouvoir provisoire ; ce ne peut être fait que par les résistants présents sur place, c'est-à-dire par des militaires entrés en dissidence, des gardes et des policiers ralliés de fraîche date, ou par des maquisards proches de Vichy, mais venus essentiellement de l'ORA ou de groupements modérés, c'est-à-dire des vichysto-résistants, selon un terme qui n'avait pas cours à cette date.

LA QUESTION DU POUVOIR A VICHY A LA LIBÉRATION

La Libération de Vichy et la tentative de transition en douceur : 26-29 août 1944

Le 25 en fin de soirée, les Allemands commencent à partir de Vichy. Au matin du 26, toutes leurs troupes présentes prennent la route du Nord-Est, pour rejoindre Dijon, point de ralliement de leurs forces en retraite. Le même jour, en début d'après-midi, des FFI entrent en ville. La foule en liesse défile dans les rues, drapeaux en tête. Vichy est libéré sans combat, ni destruction.

Du 26 au 29, deux pouvoirs coexistent à Vichy :

- **celui du maire, Pierre-Victor Léger**, en place depuis 1929, réélu en 1935, confirmé en 1940 par Pétain, puis maintenu en 1941, malgré les pressions exercées par certains collaborationnistes pour contraindre le gouvernement à lui trouver un remplaçant. Nommé la même année membre du

Conseil départemental, l'homme semble avoir donné suffisamment de gages au gouvernement pour pouvoir être maintenu en fonction. Indubitablement maréchaliste, comme une majorité de Français au moins jusqu'en 1942, Léger a su manifester sa loyauté : vote d'une adresse de soutien à Pétain en 1941, portraits du maréchal commandés à des artistes locaux⁵¹, attribution de son nom à une île de l'Allier. Était-il pour autant pétainiste ? On ne lui connaît pas de déclaration approuvant les mesures prises par le gouvernement, pas plus que la politique de collaboration. Il s'oppose même aux autorités lorsque celles-ci veulent attribuer en juillet 1944 le nom de Henriot à une rue de Vichy. Il aurait fermé les yeux sur certaines activités clandestines de fabrication de faux papiers à la mairie, peut-être même œuvré en faveur du réseau Mithridate ; mais cet engagement n'est mentionné que par des témoignages postérieurs à la Libération et qui peuvent être considérés avec prudence. Politicien roué et habile, formé aux habitudes du parti radical dont il est membre, habitué des rétablissements périlleux (cf. sa réélection en 1935⁵²), il semble avoir, dans une situation incontestablement très difficile, voulu sauver l'essentiel, assurer l'ordre et la sécurité dans sa ville, ce qui l'a conduit à des rapprochements risqués, à l'application des mesures imposées par le pouvoir, sans pour autant verser dans le collaborationnisme.

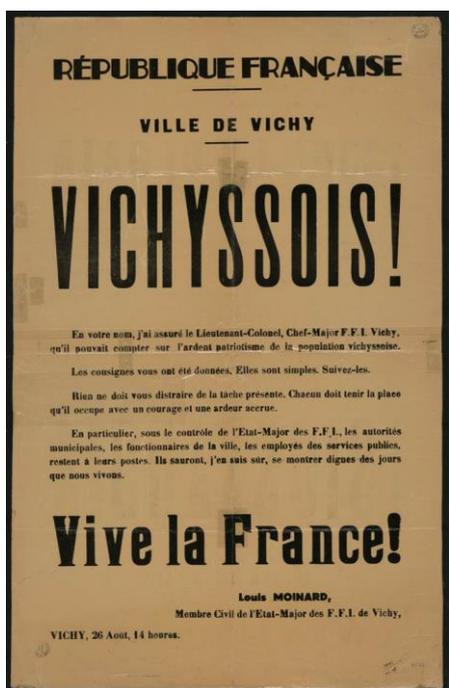
Il entend vraisemblablement se maintenir à la mairie après la libération, quitte à faire de nouveaux compromis. On le voit, le 26 août, arborer un brassard FFI, tentant d'assurer l'ordre. Le journal *Vichy Libre*, dans son premier numéro le 26 août, rapporte que, devant la foule enthousiaste réunie sur le parvis de la mairie, Léger prend la parole et prononce « *des paroles de prudence, de foi en l'avenir, [...] qu'il termina aux cris de Vive la République, Vive la France ! Brève cérémonie mais combien émouvante. Près de nous, en nos cœurs, on sentait revivre la France notre beau pays* »⁵³. Ce ne sont pas là les propos d'un homme sur le point de se démettre !

- **celui des FFI.** Ceux-ci, qui viennent d'entrer en ville, sont le bras armé de la résistance, sous la tutelle du GPRF de de Gaulle et de son représentant régional, Henry Ingrand ; ils sont presque tous issus de l'Armée secrète. On n'y trouve à cette date (26 août) à Vichy aucun membre des FTP, pourtant théoriquement intégrés aux FFI. Les troupes FFI alors présentes à Vichy sont composées de maquisards non communistes, venus de la Montagne bourbonnaise, mais aussi de gendarmes, de gardes, de membres des GMR, ralliés depuis la fin du printemps à la Résistance et pour

⁵¹ Le 27 avril 1944, *Le Progrès de l'Allier* signale que le Conseil municipal vote la commande d'un tableau au peintre Galin sur le thème « Salut aux couleurs et relève de la Garde devant l'Hôtel du Parc chaque dimanche ».

⁵² Arrivé en deuxième position au premier tour de l'élection municipale de mai 1935, derrière la liste de droite dirigée par Cornil, il ne doit son élection au deuxième tour qu'au ralliement d'électeurs socialistes, dans une stratégie de Front Populaire qui se met lentement en place. Pourtant, la même année, et non sans contradiction, le 22 septembre 1935, il vote au Conseil général une motion approuvant les décrets lois Laval. L'année suivante, en 1936, Léger, bien que réticent vis-à-vis de l'alliance de Front Populaire, comme bien des radicaux (notamment ceux de l'Allier), semble s'être engagé dans la voie de l'unité à gauche, renvoyant ainsi l'ascenseur à Jean Barbier, leader de la SFIO à Vichy, qui est élu député en mai 1936. Léger va même jusqu'à présider une réunion de France-URSS. Ces hésitations sur le positionnement politique expliquent qu'en 1941, certains, dans l'entourage de Pétain et de Darlan, soient méfiants vis-à-vis d'un homme qu'un rapport (non daté) présente comme un excellent maire mais « *opportuniste ; fidèle à tous les régimes du Front populaire au Maréchal* ».

⁵³ *Vichy Libre* 27 août 1944, page 2.



Proclamations affichées à Vichy le 26 août 1944. Médiathèque de Vichy. Fonds 1940-1945. EF Aff 021 et 017

certain, intégrés, non sans difficultés et de très fraîche date, parfois dans les jours précédant la libération de Vichy⁵⁴.

Ces FFI ont deux chefs : Roger Dudenhoeffer (alias Pontcarral) nommé le 18 août chef des FFI de Vichy, par Henry Ingrand, représentant du GPRF en région Auvergne et futur commissaire de la République. L'autre est Louis Moinard ; il est proclamé, on ne sait ni quand ni par qui (Pontcarral probablement), membre civil de l'Etat-Major des FFI locaux. L'on perçoit donc que ces deux hommes, Pontcarral et Moinard⁵⁵, partagent des orientations voisines : tous deux ont fait un bout de chemin avec Vichy, s'en sont éloignés avant de le combattre à partir de 1943. Il n'est pas invraisemblable d'affirmer qu'ils appartiennent à ce milieu des vichysto-résistants qui ont pu soutenir la personne du Maréchal, sans doute même approuver une partie de sa politique intérieure, tout en réprochant le rapprochement avec l'Allemagne, devenu soumission en 1943. Ces deux hommes, patriotes, orientés à droite, notamment Moinard⁵⁶, sont attachés à l'ordre et n'envisagent pas la libération comme le début d'une révolution ou l'ouverture des saturnales. Leur première préoccupation est d'éviter les désordres, les affrontements ; Vichy est déclaré en état de siège. Les changements politiques ne sont pas leur priorité. Tous deux ne seraient pas défavorables, au moins dans un premier temps, au maintien de la municipalité en place. C'est d'ailleurs ce qu'ils écrivent dans les proclamations qu'ils font afficher en ville le 26 août à 14 heures puis à 15 heures: « *Sous le contrôle de l'Etat-Major des FFI, les autorités municipales, les fonctionnaires de la ville,*

⁵⁴ Dans l'organigramme des FFI d'Auvergne, il s'agit du groupe 30, volontairement composé principalement d'éléments ralliés récemment.

⁵⁵ Un troisième homme joue une partition voisine. Nigay, venu du parti radical, adjoint au maire Pierre-Victor Léger, que l'on retrouve lors de la plupart des cérémonies officielles en 1941-1942, qui a signé en mars 1941, avec d'autres radicaux, la déclaration de Nîmes en soutien de Pétain, a même écrit dans des revues, a minima maréchalistes, est également présent le 26 août et parvient à s'insérer dans les cérémonies officielles célébrant la libération de Vichy, notamment au monument aux morts. Il sera élu député de l'Allier en 1951.

⁵⁶ Moinard a été candidat aux municipales de 1935 sur la liste Cornil, marquée à droite et soutenue par les Croix de Feu de Vichy (le colonel de la Rocque est venu les soutenir le 16 avril 1935 dans un meeting tenu à Vichy Ciné), ainsi que par le journal conservateur, *La Semaine de Vichy-Cusset*.

les employés des services publics restent à leurs postes. Ils sauront, j'en suis sûr, se montrer dignes des jours que nous vivons »⁵⁷. Moinard réaffirme sa position dans un entretien donné au journal *Vichy Libre* le 29 août : « *On oublie que notre département n'est pas libéré. Dès qu'il le sera, un préfet sera nommé. C'est à lui qu'il appartient de juger si telle ou telle municipalité est bonne ou mauvaise et si, oui ou non, il convient de la dissoudre. En attendant, personne n'a autorité pour modifier l'état de choses actuel* ».

Plusieurs événements témoignent, entre le 26 et le 29 août, de cette volonté d'assurer une transition pacifiée, d'éviter désordres et règlements de compte, bref de couper l'herbe sous le pied de tous ceux qui envisageraient des changements plus radicaux. Il semble en effet que domine une crainte, celles du communisme et des maquisards FTP, dont certains ne sont pas très éloignés de Vichy. Stucki évoque même dans son récit la présence de « *gardes rouges espagnols qui avaient déjà commis quelques attentats et dont l'attitude générale était très menaçante* »⁵⁸. Les événements de Paris qui ont abouti à la libération de la capitale le 25 août, avec le rôle important qu'y ont joué les communistes, accentuent cette crainte chez les plus modérés des FFI. Aussi se produisent des rapprochements visant à éviter une telle survenue.

Dans l'après-midi du 26, à 15 heures 30, en présence de Stucki et semble-t-il à son initiative, Pontcarral, accompagné de Georges Canguilhem (Laffont), représentant d'Ingrand, du général Baud, du Major Gouraud, du commandant Ollier, rencontre à l'hôtel du Parc les derniers représentants du régime qui vient de s'effondrer : le général Blasselle, chef du cabinet militaire de Pétain, Parmentier, secrétaire général du Ministère de l'Intérieur, le sous-préfet Guillaume. Ce n'est pas une passation de pouvoir au sens juridique du terme. Il s'agit cependant d'une rencontre étonnante de la part du représentant d'un pouvoir qui considère le régime de Vichy comme nul et non avenu et qui accepte pourtant ce qui ressemble à un protocole quelque peu décalé.

Le 27, deux cérémonies sont encore plus étonnantes et témoignent d'un irénisme inattendu. La journée débute par une messe à l'église Saint Louis. Elle est célébrée par le chanoine Cote⁵⁹, maurassien notoire qui, quelques semaines plus tôt, célébrait, en présence de Pétain, dans le même lieu, une messe en mémoire d'Henriot. Dans son sermon, il appelle au pardon des offenses et à l'unité de la Patrie, en

⁵⁷ Alexandre Varenne le confirme dans son journal à la date du 27 août : « *Un qui s'en est jusqu'à présent admirablement tiré, c'est Léger, le maire de Vichy. Non seulement il n'a pas été arrêté, comme il est arrivé à d'autres, mais il est resté à la Mairie. La raison en est que les chefs locaux de la résistance étaient de ses amis, notamment Nigay et Moinard, dont l'un au moins est son adjoint. Et hier, quand la foule se rue vers l'Hôtel-de-Ville, qui se dressa au sommet du perron pour lancer la harangue patriotique ? Léger lui-même, et il fut acclamé. Mais déjà des affiches sont posées sur les murs réclamant sa démission. Ça ne durera pas* ». Alexandre Varenne, *Journal d'un républicain engagé*, tome 4, page 773. Edition établie par Fabien Conord, Fondation Varenne, 2019.

Varenne se trompe sur un point : Moinard n'était pas l'ami de Léger, mais bien son adversaire politique, depuis 1935 et jusqu'en 1949. Il lui avait même été imposé par le gouvernement comme adjoint en 1941.

⁵⁸ Stucki, *op.cit.*, page 136.

⁵⁹ L'Abbé Léon Cote était le curé de Commentry le 1^{er} mai 1941, lorsque Pétain se rendit dans cette ville. Il célébra alors la messe en l'honneur du maréchal. Le 4 octobre 1941, il est nommé curé de la paroisse Saint-Louis de Vichy. On le retrouve dans les années cinquante contributeur aux Cahiers Charles Maurras (Cahier N° 8 page 39) et même associé à la section locale des Amis de Robert Brasillach (Cahiers des Amis de Robert Brasillach, N°7 page 139).

invoquant l'exemple de Saint Louis. A cette messe du 27 août, assistent le général Blasselle et le maire Pierre-Victor Léger.

Cette cérémonie œcuménique est confirmée par le témoignage d'Alexandre Varenne. De sa résidence de Bellerive, il note dans son journal à la date du 27 août : « *Quelqu'un qui a assisté ce matin à Vichy à la messe de la libération à l'église Saint Louis de Vichy me fait part de l'étonnement des gens qui ont cru que Pétain était revenu. Des uniformes d'officiers, un service d'ordre sévère devant l'église, et dans l'église les mêmes curés qui, il y a une quinzaine à peine, officiaient aux cérémonies légionnaires ou miliciennes. Il paraît que cela indignait un peu les spectateurs* ⁶⁰ ». Vichy est sans aucun doute le seul lieu du pays où l'on ait célébré la libération par une messe en présence de représentants de l'ancien gouvernement ! Mais, au-delà, il s'agit d'envoyer un message à l'opinion ; les libérateurs de Vichy, qui représentent officiellement une République laïque, s'affichent comme des hommes d'ordre et de tradition ; ils ne remettent pas en cause les forces d'encadrement de la société ; ils ne sont pas des « bouffeurs de curés ». Bref, ils n'ont rien à voir avec les communistes qui s'apprêteraient à entrer dans la ville.

La messe est suivie d'une cérémonie au monument aux morts. Pontcarral dépose une gerbe en présence de Léger qui arbore toujours son brassard, mais se tient un peu à l'écart de la rangée de FFI et de militaires qui viennent de libérer la ville. Les honneurs sont rendus par des forces qui semblent être pour la plupart des anciens gardes ralliés à la résistance. C'est la musique de l'air qui assure le fond sonore. Le sous-préfet Guillaume, qui assure la continuité institutionnelle, mais a été nommé par l'« ancien régime » est également présent. ⁶¹

⁶⁰ Alexandre Varenne, *Journal d'un républicain engagé*, tome 4, page 773, Edition établie par Fabien Conord, Editions de la Fondation Varenne, 2019.

⁶¹ Voir le compte-rendu qu'en fait le journal *Vichy Libre* le 28 août. Ce journal, à l'existence brève, est le porte-parole de ces libérateurs de Vichy dans les jours qui suivent le 26 août.



Poncarral devant le monument aux morts de Vichy, 27 août 1944. Derrière lui Léger, avec un brassard FFI. Derrière Léger, 2^e en partant de la gauche, Cdt Gouraud, 5^e Moinard, 6^e Nigay ; 8^e Guillaume sous-préfet. On notera la présence de la musique de la police et de la garde. Photo Pierre Compiègne, Fonds Patrimoniaux Médiathèque Valéry Larbaud Vichy. Fonds 1940-1945 ; Cliché 837265.

29 août et suivants : un basculement politique

Mais, assez rapidement, et avec vigueur à partir du 29 août, d'autres acteurs et forces politiques affirment leur présence à Vichy et imposent des changements plus radicaux.

- **le GPRF** qui a, après accord avec les forces de la résistance, autorité d'un point de vue juridique sur l'ensemble du territoire, afin d'y rétablir le fonctionnement républicain des institutions et y assurer l'ordre et la sécurité. Le 29 août, le délégué du GPRF en zone Sud, Claude Serreules (Bouchinet) est à Vichy, accompagné du commissaire de la République pour la région R6 (Auvergne), Henry Ingrand. Ils sont reçus par Pontcarral.
- **le Comité de Libération de l'Allier (CDL)**. Il résulte de longues tractations entre les mouvements de Résistance. Commencées en janvier à Saint-Pourçain, puis à Commentry en avril, elles peinent à aboutir à une unité d'action. C'est seulement le 10 août que le CDL est créé. Théoriquement, il est le représentant de la résistance départementale, est censé incarner la volonté populaire, travailler en lien avec les autorités de l'Etat qui vont être désignées. Dans la réalité, il envisage une action beaucoup plus large, bien au-delà d'un simple contrôle de l'action des fonctionnaires ; il souhaite au nom de la légitimité qu'il estime détenir de par sa participation au combat, exercer le pouvoir de façon pleine et entière, décider des nominations, des actions en

matière de ravitaillement, de police et de justice. Le CDL de l'Allier est dominé par des forces d'extrême gauche et, bien que présidé par des socialistes dont Ribière et Rougeron, il est largement influencé par les communistes et leurs organisations satellites, pour l'essentiel à partir de la région de Montluçon, où il siège jusqu'au 8 septembre. Le CDL de l'Allier publie son propre Bulletin Officiel et entend faire régner son ordre dans le département et par conséquent également à Vichy. Dans son livre « *La Libération de l'Auvergne* », Henry Ingrand évoque un « *comité de salut public* » qui a « *créé une sorte de petite République locale* »⁶².

- **les FTP** ; ces groupes de résistants armés, principalement communistes, ont été actifs dans la clandestinité et dans certains maquis à partir de 1943, entre autres à Meillard ou à Chatel-Montagne. Ils ont combattu l'occupant, par exemple à Veauce en juillet 1944. Faiblement représentés à Vichy, ils ne sont pas en mesure de participer le 26 à la libération de la ville. Mais, dans les jours suivants- la chronologie est sur ce point imprécise et fluctuante en fonction des témoignages, ils arrivent à Vichy-ne reconnaissent pas la légitimité de ceux qui ont, depuis le 26, pris les rênes de la ville. Ils entendent occuper le pouvoir, écarter ceux qu'ils considèrent comme des résistants tardifs, et instaurer un pouvoir municipal en rupture radicale avec l'ordre ancien, puis mettre en œuvre une épuration sévère. Dans un témoignage ultérieur rapporté par André Serezat, Jean Ameurlain, fondateur du maquis Casanova dans la région moulinoise, puis chef départemental des FTP de l'Allier, évoque ses souvenirs de 1944. S'il y a dans ses propos une part de reconstruction, ceux-ci sont révélateurs de la méfiance des communistes vis-à-vis des libérateurs de Vichy, qu'il considère implicitement comme des usurpateurs : « *Donc, nous nous sommes rendus à Vichy et, arrivés dans un grand hôtel*⁶³, nous avons demandé l'Etat-Major FFI, parce que nous avons supposé que ce devait être là le rendez-vous. On nous a dit que le colonel Pontcarral, commandant de la place de Vichy, avait pris la direction des opérations. Nous avons demandé un entretien. On nous a fait tapisser pendant une bonne heure et, pendant cette heure, je n'ai jamais vu autant de généraux et d'amiraux qui montaient et descendaient les escaliers. Ce défilé a commencé de nous agacer [...]. En interrogeant le colonel Pontcarral, nous nous sommes aperçus qu'il ne dépendait d'aucun commandement sérieux. Le commandement départemental était à Montluçon. Nous en venions ; une heure avant, nous étions à Montluçon. Nous avons interrogé Pontcarral et nous nous sommes aperçus qu'il s'était « bombardé » commandant de la place et que tous ses officiers supérieurs étaient des officiers qui servaient Vichy ou qui étaient dans l'orbite de Pétain et qui, peut-être, cherchaient à se caser, cherchaient à avoir un contact avec les FFI... Nous avons donné 24 heures à ce fameux colonel pour déguerpir. Nous avons

⁶² Henry Ingrand, *La Libération de l'Auvergne*, Hachette 1974, page 161.

⁶³ Il s'agit probablement du Thermal Palace, devenu le quartier général des FFI. Pontcarral semble s'être installé dans l'ancien bureau de Darnand.

immédiatement pris contact avec le maquis du coin qui était commandé par « Acier⁶⁴ ». Le lendemain, une compagnie FTP allait prendre le contrôle de Vichy »⁶⁵.

Dans le même ouvrage, est rapporté un témoignage d'Etienne Asso, membre du parti communiste clandestin à Vichy, qui affirme avoir rencontré Pontcarral : *« Je lui présente Gustave Bordet, président du comité de Libération et je me présente. Je lui demande ce qu'il compte faire. Il me répond : « nous allons déclarer Vichy ville ouverte à la radio Auvergne, en accord avec Stucki ». Je lui annonce que nous ne sommes pas venus le voir pour jouer la comédie mais pour nous battre car nous avons des FTP-FFI en grand nombre. Je lui demande s'il a des armes ; il me dit « nous avons quelques mousquetons ». Je les prends, je les distribue à quelques jeunes volontaires et nous partons à la Compagnie Fermière, atelier d'embouteillage. Je vois le concierge et je lui fais tirer la sirène pour mobiliser les hommes qui sortent et partent avec nous vers le centre-ville »⁶⁶.*

Ces deux témoignages appellent sans aucun doute bien des réserves. Produits bien après la libération, ils sont évidemment largement influencés, non seulement par le processus de transformation de la mémoire, mais aussi par les luttes politiques qui se sont développées dans l'après-guerre, au temps de la guerre froide. Ils comportent par ailleurs des approximations et des erreurs. Asso affirme se faire présenter Pontcarral alors qu'il le connaissait très bien puisqu'il avait eu des contacts avec lui en 1943, à Vichy même où il travaillait comme cuisinier à l'hôtel Albert Ier tout en organisant la section locale du PCF clandestin. Enfin, les scènes évoquées ne sont pas datées. S'il s'agit du 29 août, comme c'est le plus probable, Gaston Bordet, cité par Asso, ne pouvait être président du CLL qui ne s'est constitué véritablement que le 11 septembre.

Ce dont témoignent surtout ces deux récits, outre l'opposition réelle entre deux conceptions de la libération, c'est l'impossibilité pour les anciens FTP d'accepter la légitimité d'une résistance venue de l'intérieur même du régime de Vichy. Que des fonctionnaires ou des militaires ayant servi Vichy avant de s'en détacher et de le combattre puissent être considérés comme des résistants est inaudible dans le climat électrisé d'août 1944⁶⁷.

Dès lors, cette pression exercée par ces mouvements politiques⁶⁸ conduit rapidement à une modification des rapports de force et à des décisions qui tranchent avec les espoirs d'une transition consensuelle. Dès le 29, Pontcarral remet ses pouvoirs aux autorités officielles représentées par Serreules et Ingrand. Dans un rapport ultérieur (18 octobre 1944)⁶⁹, il affirme avoir estimé que sa mission était terminée. Il semble plus vraisemblable de penser qu'il ne peut résister aux pressions de ceux qui considèrent que sa légitimité résistante est trop faible.

⁶⁴ Il s'agit de Lucien Jonin, chef du maquis FTP (camp Dionnet) de Veauce, qui avait affronté les Allemands le 23 juillet.

⁶⁵ André Serezat, op.cit. Page 270.

⁶⁶ André Serezat, op.cit. page 271.

⁶⁷ Le 25 septembre, dans son billet de la *Patrie de l'Allier*, Marcel Guillaumin évoque « la bouffonnerie du 26 août ».

⁶⁸ Cette pression exercée par des membres des FTP est signalée par plusieurs témoins. Outre Walter Stucki, Ivan Loiseau en fait état ; il signale l'arrivée bruyante à vichy d'un groupe FTP qui tente de faire ôter de l'hôtel des Ambassadeurs le drapeau espagnol qui est à leurs yeux une forme de la propagande franquiste.

⁶⁹ AD 1289 W ; copie aux Archives municipales de Vichy, transmise au Comité d'Histoire de la Seconde Guerre Mondiale.

Le même jour, 29 août, Fleury, libéré de sa prison mouloinoise, est à Vichy. C'est probablement à cette date que Serreules lui confie la fonction de préfet. C'est également ce jour-là que Léger est démis de ses fonctions de maire. Est-ce par le nouveau Préfet lui-même ou sur une pression du CDL, des FTP et communistes locaux (Etienne Asso et Gustave Bordet)⁷⁰ que les nouvelles autorités départementales auraient approuvée a posteriori ? On ne sait. Le fait est que Léger, sentant que la partie est perdue, se démet sans résistance et s'éloigne de Vichy. L'une de ses dernières décisions est de faire voter un hommage à Stucki, nommé citoyen d'honneur de Vichy. Mais, Léger démis, c'est le conseil municipal qui organisera la cérémonie et Reymond, son ancien adjoint, qui prononce le discours d'hommage.

L'urgence est donc désormais de désigner les nouvelles autorités locales correspondant au nouveau rapport de force. Celui-ci penche nettement à gauche et se caractérise par la volonté de rassembler toutes les composantes de la résistance, à l'exclusion de celle qui vient des rangs même de l'ancien régime. Léger démis, Pontcarral écarté, Moinard non compatible avec les nouveaux hommes forts, en raison de son passé politique et de sa situation d'adjoint en 1941, il faut donc trouver un homme, dont les convictions de gauche soient incontestées, mais qui, en même temps, n'effraie pas les non communistes, les gaullistes ou les démocrates-chrétiens. Il devra être une sorte de point d'équilibre entre ces différentes forces, capable de mettre en œuvre une rupture nette tout en rassurant ceux qui craignent des changements trop brutaux. Le choix se porte le 30 août sur Jean Barbier, directeur d'école, membre de la SFIO, qui a été député en 1936, lors du Front Populaire. L'homme ne fait sans doute pas l'unanimité : sa résistance a été peu active⁷¹ ; sa démission rapide et inexplicquée de ses fonctions de député en septembre 1936, faisant perdre à la SFIO un siège inespéré, a laissé perplexes nombre de ses partisans et instillé le doute sur sa personnalité. C'est pourtant autour de lui que se fait provisoirement un équilibre politique.

Pendant quelques jours, Vichy a donc un maire nommé par le Préfet, mais pas encore de conseil municipal. Il faut attendre pour cela le 14 septembre afin qu'un accord soit trouvé. Il a fallu entre temps que se constitue officiellement le Comité Local de Libération qui est en principe l'autorité détentrice de la légitimité issue de la Résistance. Sa constitution n'est pas allée de soi. D'abord composé, le 29 août, de 12 membres (six titulaires et six suppléants), en dehors des règles définies par le Comité départemental de Libération, il est donc « retoqué » par celui-ci. Dans un premier temps, Le Docteur Colomb en a été déclaré président. Issu de de l'Armée Secrète, il n'est pas accepté par les communistes⁷² ; il faut donc attendre le 11 septembre pour qu'un accord soit obtenu et que soit créé un

⁷⁰ André Serezat, op.cit. Page 271.

⁷¹ Lucien Lamoureux porte un jugement sévère sur Barbier. Il affirme qu'il « demeura détaché de toute préoccupation politique jusqu'à la fin de l'occupation de Vichy en 1944 et soucieux même de se refuser à toute conversation sur des sujets politiques ». Il note qu'en 1944, Barbier « invoque des titres de résistance qu'il était seul à connaître ». Non sans ironie, il rappelle que lors de la campagne municipale d'avril 1945, ses adversaires publièrent « une photographie de Barbier faisant chanter Maréchal Nous voilà à ses élèves lors d'une visite du Maréchal Pétain ». Lucien Lamoureux, Mémoires, pages 1648 et 1649 de la version manuscrite qui est en dépôt à la médiathèque de Vichy (Fonds patrimoniaux). Il s'agissait en réalité de la fête de Jeanne d'Arc le 11 mai 1941, place de l'Hôtel de Ville, en présence de Darlan et du général Huntziger, ministre de la Guerre.

⁷² Ceux-ci considèrent que certains membres de ce comité « n'avaient pas au cours de la guerre, par leur action, mérité de représenter la Résistance au sein de ce comité ». *Vichy Libre* 6 septembre 1944.

CLL de six membres : il comprend un communiste, Bordet⁷³ qui en est le président, un socialiste, Barbier, un membre de la CGT, Tastemain, un membre du Front National, Besset, deux représentants de l'AS, Colomb et Roussel. L'on notera que dans ce CLL, les communistes, sous diverses appellations (Front National, CGT) obtiennent la moitié des sièges et détiennent donc une sorte de minorité de blocage.

Enfin constitué le 14 septembre, après ces tractations laborieuses, le conseil municipal, réduit à 15 membres (27 jusqu'en 1940, 20 depuis 1941), comprendra pour la première fois à Vichy des communistes, Asso, Besset, Guillaumin, Scotti, mais également des hommes venus de l'armée Secrète (Armand Colomb), des démocrates-chrétiens (Mazerolles). Il se réunit pour la première fois le 18 septembre ; quatre adjoints sont élus : Dupuy, Colomb pour les MUR-MLN, AS, Dautry pour le PCF, Mazerolles pour la démocratie chrétienne. L'unité en est fragile, malgré les proclamations de bonnes intentions, et la méfiance entre ces diverses composantes ne va pas tarder à apparaître. D'autant que Conseil municipal doit composer avec des pouvoirs parallèles : le comité local de Libération qui, en théorie, doit être la force d'impulsion principale, contrôlant le Conseil Municipal, au nom du peuple qu'il est censé représenter⁷⁴. Il compte donc trois communistes, dont le Président et possède à compter du 23 septembre son organe de presse, *La Patrie*. L'on notera cette curiosité que quatre des membres du CLL sont également membres du Conseil Municipal qu'ils sont chargés de surveiller. Si l'on ajoute que se crée également un comité d'épuration, qui siège rue Wilson, sous la direction d'Armand Colomb, et qui a la charge de mettre en œuvre les arrestations, de gérer les Centres de Séjour Surveillé (Les Brosses, le Concours hippique), où sont regroupées près de mille personnes, de préparer l'organisation des jugements qui vont se tenir à Vichy puis à Moulins, l'on voit que les sources du pouvoir sont nombreuses, pas toujours très bien identifiées et hiérarchisées, ce qui ne manquera pas de créer rapidement controverses, conflits et bientôt oppositions.

⁷³ Il est chef comptable aux établissements Boutet, avenue Poincaré.

⁷⁴ *La Patrie*, Editorial du 28 septembre 1944 : « *C'est parce que le Comité de Libération est l'émanation indiscutable et directe de la Résistance française, c'est-à-dire du Peuple, que tous les patriotes doivent soutenir son action et réclamer avec lui la seule mesure efficace pour relever rapidement notre Pays, la seule mesure capable de protéger les améliorations sociales que le Peuple a bien gagnées, c'est à dire : TOUT LE POUVOIR AUX COMITÉS DE LIBÉRATION !* ». L'on reconnaît aisément la rhétorique communiste dans ces affirmations. *La Patrie*, par un accord écrit en date du 25 septembre 1944, décide de faire alterner les éditoriaux, écrits au sein du CLL, par des communistes ou par des socialistes, voire des démocrates-chrétiens, d'où une évidente absence d'unité de ton dans ce journal, que les divergences entre ses responsables conduiront à faire cesser sa parution en janvier 1945.



Le Conseil municipal de Vichy et le comité local de Libération sur le perron de l'hôtel de ville, le 15 septembre 1944. Photo Pierre Compiègne. Fonds patrimoniaux, Médiathèque Valéry Larbaud Vichy, Document non coté.

C'est à ces nouvelles autorités, issues de la résistance, mais sans légitimité électorale, unies par le souvenir commun de la lutte contre l'occupant, mais très vite séparées par des conceptions différentes de l'avenir, de l'organisation des pouvoirs publics, par des visions divergentes en ce qui concerne notamment l'épuration, que revient la responsabilité de définir une politique mémorielle, d'élaborer un récit commun qui donnerait vis-à-vis de l'extérieur une image de Vichy dissociant la ville du régime qui y avait été installé en 1940. L'on sait comment les pouvoirs municipaux s'engagèrent dès l'automne 1944 dans une stratégie de défense de l'image de leur ville, en la présentant à la fois comme héroïque et martyre, et en s'insurgeant systématiquement contre des assimilations jugées dévalorisantes. Sans grand succès, nous le savons. Cet insuccès ne serait-il pas dû, en partie, à une libération de la ville dans laquelle finalement les Vichyssois ont eu peu de part et dont ils ne furent guère acteurs, se privant ainsi de toute possibilité de construire un récit héroïque crédible qui aurait pu contrebalancer efficacement les images négatives associées durablement (et sans aucun doute injustement) à la ville ?